

Photo by Eileen Pag, Unsplash

## Le pire n'est pas encore certain !

Alors que le déconfinement ne semble pas provoquer de reprise de l'épidémie, que la plupart des commerces, des restaurants et des cafés ont pu rouvrir, que les embouteillages refont petit à petit leur apparition, que les actifs des fonds repartent à la hausse, un certain regain d'optimisme semble permis à l'approche de l'été au Luxembourg... Qu'en est-il à ce stade de la situation économique et sociale du pays ?

Dans un scénario de déconfinement progressif (entre fin avril et fin juin), le PIB luxembourgeois pourrait se contracter de 8,3% en 2020, puis augmenter de 5,8% en 2021 (IDEA). Au-delà du scénario sanitaire, le rôle des pouvoirs publics dans la stabilisation, puis la relance économique ainsi que le rétablissement de la confiance de tous les agents (comportements d'investissement et d'emploi des entreprises, de consommation et d'investissement des ménages) dans cette phase de retour à la (presque) normale joueront un rôle clé dans le scénario de la reprise qui reste à écrire.

La plupart des indicateurs économiques disponibles couvrent les mois d'avril, voire de mai. Ils sont logiquement marqués par des chutes vertigineuses de

l'activité et des perspectives d'évolution toujours négatives, bien que moins préoccupantes que celles enregistrées le mois précédent.

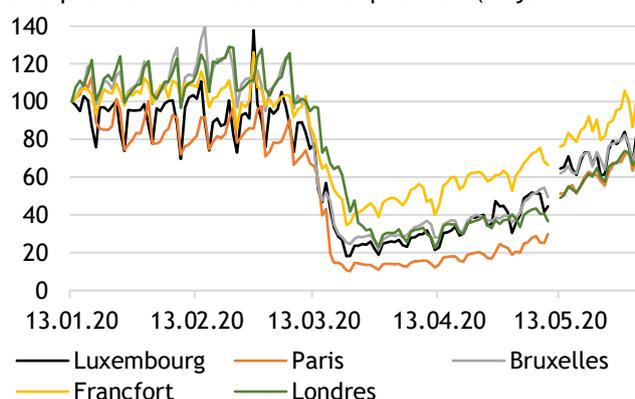
Les chiffres du chômage partiel autorisent une once d'optimisme. Au 3 juin 2020 (données provisoires), on ne dénombre en effet « plus que » 10.756 salariés dans le dispositif, soit 2% de l'emploi salarié (contre 13% en mai et 34% en avril).

Il n'en demeure pas moins que le redémarrage de l'économie luxembourgeoise reste un chemin pavé d'embûches. Le fait que 43% des salariés de l'Horeca restent au chômage partiel cette semaine illustre que le retour « à la normale » ne peut être que graduel. En outre, la « mise à l'arrêt » du marché du travail, malgré les puissants stabilisateurs déclenchés, s'est traduite par une hausse rapide du chômage, probablement en raison de la difficulté de retrouver un emploi, même temporaire, pendant le confinement.

Dans ce contexte, le plan de relance « Neistart Lëtzebuerg », en particulier les mesures ciblant les secteurs encore « sur le fil du rasoir » (commerce, Horeca, tourisme, événementiel, culture ...) jouera un rôle déterminant dans la nouvelle phase qui s'amorce.

### [Zoom] Confinement, déconfinement et déplacements automobiles

Déplacements automobiles enregistrés par Apple dans plusieurs aires urbaines européennes\* (13 janv. = 100)



\*Données des 11 et 12 juin non disponibles. Source : [Apple mobility trend](#)

Il est intéressant de comparer l'évolution du trafic au Luxembourg à celle d'autres aires urbaines, compte tenu de la part importante des services dans l'emploi, ces derniers ayant encore davantage recours au télétravail. En France par exemple, le trafic routier est revenu à son niveau de janvier, mais il reste inférieur de 29% à Paris.

Au plus fort du confinement, le trafic routier a baissé de 90% à Paris, de 82% au Luxembourg, de 78% à Bruxelles, de 77% à Londres et de 65% à Francfort.

Au 1<sup>er</sup> juin, les déplacements en voiture sont toujours inférieurs de 15% à leur niveau de janvier 2020 au Luxembourg, de 31% à Londres, de 22% à Bruxelles, mais dépasse son niveau de janvier de 2% à Francfort.

## SOMMAIRE

La Tableau de bord repose sur 22 indicateurs répartis sur 5 piliers : l'activité économique, le marché du travail, la situation sociale, les finances publiques et l'environnement économique européen et grand régional.

Indicateurs		Dernières données disponibles	
<b>1. Activité économique</b>			
1	Production industrielle	Mai 2020	P3
2	Activité dans la construction	Mai 2020	P3
3	Activité dans les services non-financiers	Mai 2020	P3
4	Facteurs limitant l'activité dans les services non-financiers	2 <sup>ème</sup> trimestre 2020	P4
5	Activité dans le commerce	Mai 2020	P4
6	Actifs des fonds (OPC)	Avril 2020	P4
7	Produit bancaire	4 <sup>ème</sup> trimestre 2019	P4
8	Chômage partiel	Juin 2020	P5
9	Inflation	Mars 2020	P5
<b>2. Marché du travail</b>			
10	Evolution de l'emploi	Avril 2020	P5
11	Evolution du chômage	Avril 2020	P6
12	Postes vacants à l'ADEM	Avril 2020	P6
<b>3. Indicateurs sociaux - ménages</b>			
13	Chômage de longue durée	Avril 2020	P6
14	Indice de confiance des consommateurs	Mai 2020	P7
15	Crédits immobiliers accordés aux ménages	1 <sup>er</sup> trimestre 2020	P7
<b>4. Finances publiques</b>			
16	Rendement des emprunts publics	Avril 2020	P7
17	Compte financier des administrations publiques	4 <sup>ème</sup> trimestre 2019	P8
18	Recettes et dépenses de l'administration centrale	Novembre 2019	P8
<b>5. Environnement européen - Grande Région</b>			
19	Activité dans la zone euro (industrie et services)	Mai 2020	P8
20	Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France	1 <sup>er</sup> trimestre 2020	P9
21	Chômage dans la zone euro, Allemagne, Belgique et France	Avril 2020	P9
22	Demandeurs d'emploi dans la Grande Région	Avril 2020	P9

## 1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

<p><b>Production industrielle</b></p> <p>Mai 2020</p> <p>Source : <a href="#">STATEC</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Depuis 2019, les indicateurs de production industrielle étaient déjà sur une tendance baissière au Luxembourg.</li> <li>- Au mois de mai, le solde d'opinions sur l'évolution de la production poursuit sa chute pour atteindre le même niveau qu'au plus fort de la crise de 2008-2009 (-71%).</li> <li>- En comparaison à l'enquête d'avril, celle réalisée en mai montre des perspectives d'activité moins dégradées pour les 3 prochains mois (30% des entreprises prévoient une hausse de l'activité, 40% une stagnation et 30% une baisse).</li> <li>- En revanche, 62% des entreprises projettent une baisse de l'emploi et 36% une stabilité.</li> </ul>	<p>Estimation de la tendance récente de production dans l'industrie (solde d'opinions)</p>
<p><b>Activité dans la construction</b></p> <p>Mai 2020</p> <p>Source : <a href="#">STATEC</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Malgré un arrêt total des chantiers pendant un mois (du 20 mars au 20 avril), les estimations d'évolution de l'activité des entreprises du secteur sur les 3 derniers mois marquent un recul « modéré » (63% la jugent en baisse, 34% stable et 3% en hausse).</li> <li>- Les carnets de commande sont jugés élevés par 16% des entreprises, normaux par 66% et faibles par 19%.</li> <li>- L'emploi devrait rester stable pour 78% des entreprises et devrait baisser pour 14% d'entre elles, ce qui constitue une amélioration de la perspective par rapport à l'enquête d'avril dans laquelle 23% projetaient une baisse des effectifs.</li> </ul>	<p>Activité et carnets de commande de la construction (solde d'opinions)</p>
<p><b>Activité les services non-financiers</b></p> <p>Mai 2020</p> <p>Source : <a href="#">STATEC</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En mai, l'activité des entreprises du secteur des services non-financiers restait à un niveau historiquement bas (solde d'opinions de -60% pour l'évolution des 3 derniers mois).</li> <li>- Dans la perspective du déconfinement progressif, l'estimation de l'activité pour les 3 prochains mois, bien que toujours négative, se redresse par rapport à l'enquête d'avril (solde d'opinions de -38% en mai contre -73% en avril).</li> <li>- L'évolution envisagée de l'emploi du secteur reste en territoire négatif (solde d'opinions de -24%, contre +26% en moyenne en 2019).</li> </ul>	<p>Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans les services (solde d'opinions)</p>

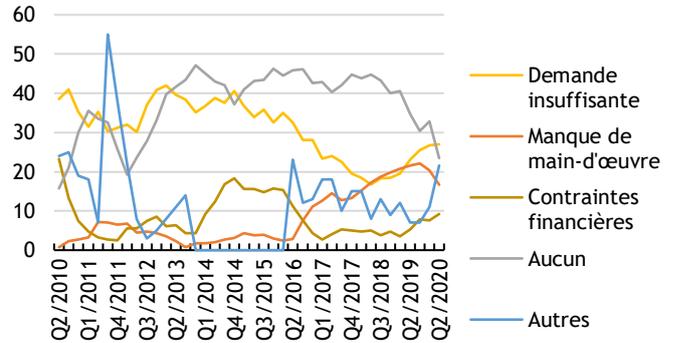
### Facteurs limitant l'activité dans les services non-financiers

2<sup>ème</sup> trimestre 2020

Source : [STATEC](#)

- Si dans l'enquête du STATEC de janvier dernier 40% des entreprises du secteur estimaient qu'aucun facteur ne freinait leur activité, cette proportion est tombée à 4% dans l'enquête de mars.
- La part des entreprises contraintes par manque de main-d'œuvre est passée de 25% au 1<sup>er</sup> trimestre à 7% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020.
- Si le manque de demande n'est pas identifié comme un facteur limitant davantage l'activité, la part des entreprises limitées par « d'autres facteurs » passe de 11% à 22%.

Principaux facteurs limitant l'activité dans les services non-financiers (% , moyenne mobile sur 1 an)



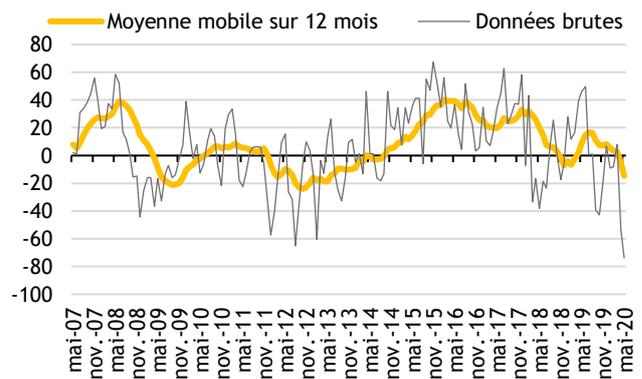
### Activité dans le commerce

Mai 2020

Source : [STATEC](#)

- Si la situation dans le secteur du commerce est très contrastée entre les activités « essentielles » (alimentaire, pharmacie...) et les autres, qui ont progressivement rouvert au courant du mois de mai, l'estimation de l'activité des trois derniers mois dans la branche reste négative en mai (solde d'opinions de -74%).
- En revanche, les perspectives d'activité pour les trois prochains mois se redressent, bien qu'elles demeurent négatives (solde d'opinions de -39% contre -75% dans l'enquête d'avril).

Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans le commerce (solde d'opinions)



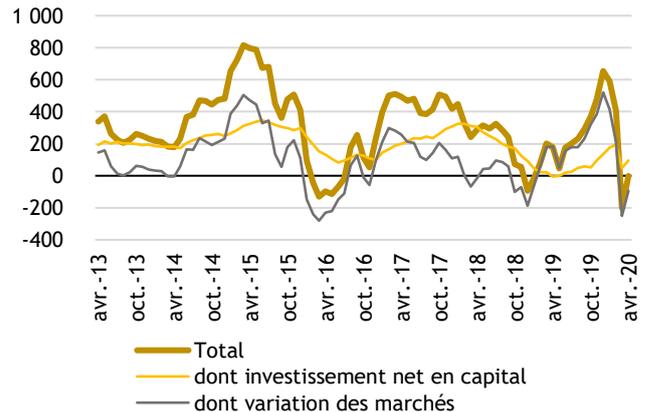
### Actifs des fonds (OPC)

Avril 2020

Source : [CSSF](#)

- Après une chute en mars, la valeur des actifs nets dans les OPC luxembourgeois s'est redressée en avril (+254 milliards, soit +6,1%).
- Sur le mois d'avril, la hausse des marchés contribue à 83% de la hausse des actifs nets et les investissements nets, également positifs, à 17% de la tendance.
- En comparaison à avril 2019, la valeur des actifs affiche un recul d'1 milliard d'euros, soit -0,03% (-95 milliards dus à la variation des marchés et +94 dus aux investissements nets).

Variation des actifs des OPC (Mia d'euros, somme mobile sur 12 mois)



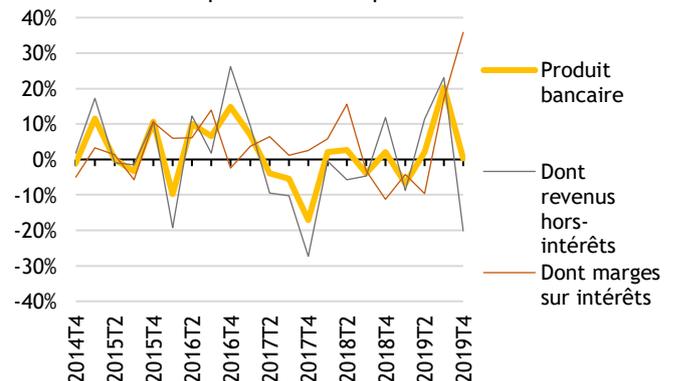
### Produit bancaire

4<sup>ème</sup> trimestre 2019

Source : [BCL](#)

- Les marges d'intérêt et les revenus hors-intérêts (principalement les commissions) représentent respectivement 44% et 56% du produit bancaire luxembourgeois.
- Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019, les revenus des établissements de crédit étaient stables par rapport à l'année précédente, marquées par une baisse sensible des revenus hors-intérêts (-20%) et une hausse des marges d'intérêts (+36%).
- Sur l'ensemble de l'année 2019, le produit bancaire (12,1 milliards d'euros) progressait de 3,5%.

Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente du produit bancaire



## Chômage partiel

Juin 2020

Sources : ADEM (données provisoires au 3.6.20), STATEC

- Avec le déconfinement progressif, le nombre de salariés au chômage partiel a fortement baissé. Ils ne sont « plus que » 10.756 au 3 juin (données provisoires), soit 2% de l'emploi salarié intérieur (contre 58.363 début mai et 149.575 en avril où le tiers des salariés étaient concernés).
- Seuls trois secteurs restent concernés : en premier lieu l'Horeca (43% des salariés, soit 8.800 personnes), malgré la réouverture progressive des cafés et restaurants, mais aussi les « activités récréatives » (7% des salariés, soit 270) et l'industrie (4%, 1.530).
- D'après le Ministère de l'Economie, 704 millions d'euros d'avances ont été versées depuis le début de la crise au 19 mai.

### Part des salariés en chômage partiel (rapportée à l'emploi salarié en 2019)

	mars-20	avr.-20	mai-20	juin-20
Horeca	76%	85%	70%	43%
Construction	84%	89%	8%	0%
Autres activités de service	45%	49%	35%	0%
Activités immobilières	51%	57%	19%	0%
Commerce	48%	53%	25%	0%
Industrie	45%	47%	19%	4%
Arts spectacles et act. récréatives	25%	28%	23%	7%
Transports et entreposage	33%	32%	15%	0%
Services aux entreprises	25%	29%	12%	0%
Agriculture, sylviculture, pêche	23%	23%	2%	0%
Information et communication	13%	16%	10%	0%
Santé humaine et action sociale	5%	6%	2%	0%
Enseignement	3%	3%	2%	0%
Ménages en tant qu'employeurs	1%	1%	1%	0%
Activités fin. et d'assurance	0%	0%	0%	0%
Administration publique	0%	0%	0%	0%
<b>Total</b>	<b>32%</b>	<b>34%</b>	<b>13%</b>	<b>2%</b>

données provisoires au 3 juin 2020

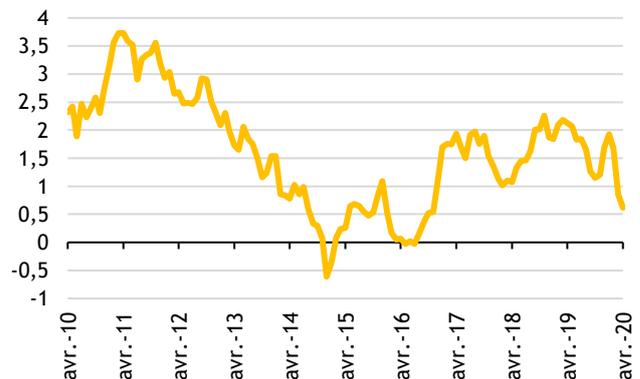
## Inflation

Avril 2020

Source : STATEC

- Depuis mars, l'indice des prix à la consommation est repassé sous la barre du 1%. Entre avril 2019 et avril 2020, il augmente de 0,6%, mais de forts contrastes apparaissent.
- Les prix énergétiques continuent d'enregistrer de fortes baisses. Les prix des combustibles liquides ont baissé de 42% sur un an et de 22% sur un mois, ceux des carburants de 21% sur un an et de 13% sur un mois.
- En revanche, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 4,3% sur un an. La hausse est particulièrement marquée pour les fruits (+13,5% en un an, +7,3% sur un mois) et les légumes (+9,2% sur un an et +6,5% sur un mois).

### Indice des prix à la consommation national (évolution sur 12 mois en %)



## 2. MARCHÉ DU TRAVAIL

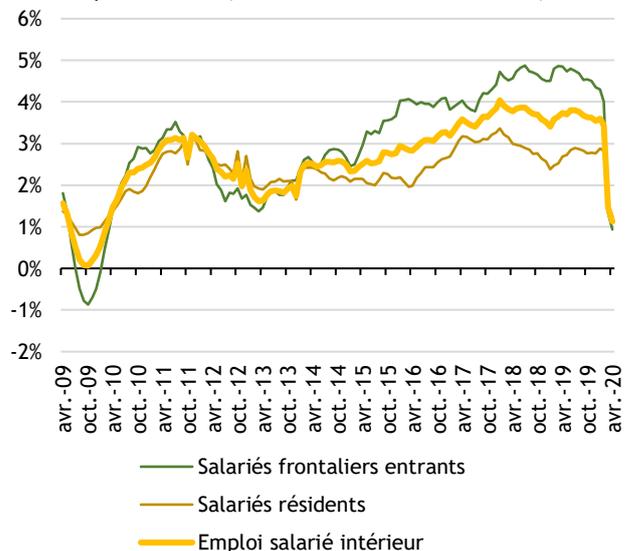
### Evolution de l'emploi

Avril 2020

Source : STATEC

- En écho à la « mise en pause » de l'économie luxembourgeoise avec le confinement débuté mi-mars, l'emploi salarié a « marqué le pas » en mars et en avril.
- L'emploi salarié intérieur a reculé de 7.100 postes entre février et mars (-4.500 frontaliers et -2.600 résidents) et a progressé de 250 postes en avril.
- En évolution annuelle (graphique), l'emploi continuait en revanche de progresser au Luxembourg, mais à un rythme très nettement inférieur à la moyenne de 2019 (+1,1% en avril 2020 par rapport à avril 2019, contre une moyenne de +3,7% en 2019).
- Le nombre de salariés frontaliers progressait à un rythme annuel de 0,9% (contre +4,7% en 2019) et celui des salariés résidents de 1,3% (contre +2,7% en 2019).

### Evolution de l'emploi par rapport à l'année précédente (% , données désaisonnalisées)



<p><b>Evolution du chômage</b></p> <p>Avril 2020</p> <p>Sources : <a href="#">ADEM</a>, <a href="#">STATEC</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux de chômage s'établit à 6,9% en avril, soit un bond de 1,4 point de pourcentage en 2 mois.</li> <li>- Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM a progressé de 10,5% en mars et de 10,1% en avril, soit une hausse de 3.600 personnes depuis le début de la crise.</li> <li>- La non-éligibilité des intérimaires et des CDD en fin de contrat au chômage partiel, ainsi que la baisse des sorties de l'ADEM liées au « gel » des recrutements pourraient en grande partie expliquer cette hausse.</li> <li>- Le nombre de demandeurs d'emploi non-résidents inscrits à l'ADEM (3.218) a quant à lui augmenté de 27,4% sur un an.</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>Taux de chômage</b> (en %, données désaisonnalisées)</p>
--	---	--

<p><b>Postes vacants à l'ADEM</b></p> <p>Avril 2020</p> <p>Source : <a href="#">ADEM</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En avril, 6.272 postes vacants étaient proposés par l'ADEM. Les nouvelles offres publiées (1.895) ont marqué une baisse de 43% par rapport à avril 2019.</li> <li>- Sur les 12 derniers mois, on compte en moyenne 4,6 postes vacants pour 10 demandeurs d'emploi inscrits.</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>Stock de postes vacants publiés à l'ADEM pour 10 demandeurs d'emploi inscrits</b></p>
--	---	---

### 3. INDICATEURS SOCIAUX - MÉNAGES

<p><b>Chômage de longue durée</b></p> <p>Avril 2020</p> <p>Source : <a href="#">ADEM</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En avril 2020, 8.299 demandeurs d'emplois étaient inscrits depuis plus d'un an à l'ADEM, soit une hausse de 8,6% par rapport au mois précédent et de 25% par rapport à avril 2019.</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>Demandeurs d'emploi résidents inscrits depuis plus d'un an à l'ADEM</b></p>
--	--	---

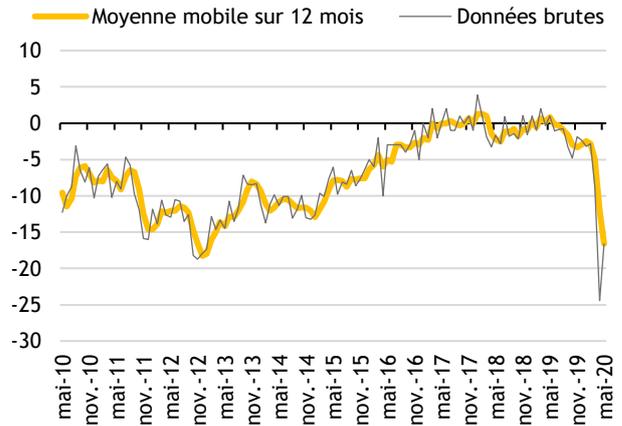
## Indice de confiance des consommateurs

Mai 2020

Source : [BCL](#)

- Bien que l'indicateur synthétique de confiance des consommateurs reste à un niveau des plus bas, il s'est légèrement amélioré en mai (-17) par rapport au mois précédent (-24).
- En particulier, la perception des consommateurs sur l'évolution de la situation économique générale des 12 prochains mois ainsi que leur intérêt à faire des achats importants s'améliorent par rapport à l'enquête d'avril, mais restent négatifs.
- Toutefois, la perception des consommateurs sur la situation économique générale depuis 1 an n'a jamais été aussi morose depuis le mois d'avril 2015.

Indice de confiance des consommateurs



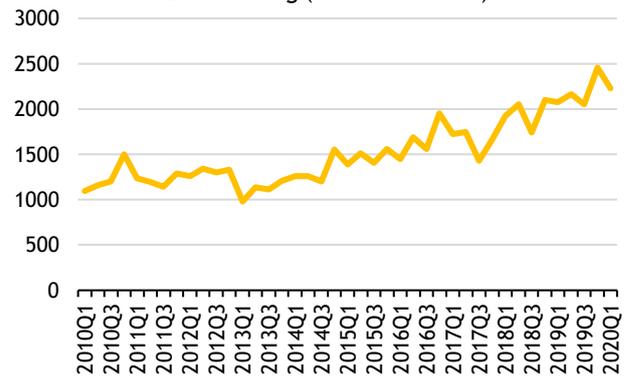
## Crédits immobiliers accordés aux ménages

1<sup>er</sup> trimestre 2020

Source : [BCL](#)

- Le volume des crédits immobiliers consentis aux ménages continue de marquer une accélération au premier trimestre 2020 par rapport au même trimestre en 2019 (+7,4%). 2,2 milliards d'euros ont ainsi pu être contractés, malgré les perturbations liées au confinement survenues mi-mars (2 semaines de confinement).
- Alors qu'il est possible que le rythme de croissance des crédits immobiliers consentis ralentisse au 2<sup>ème</sup> trimestre (6 semaines de confinement au 2<sup>ème</sup> trimestre), il est toutefois difficile d'estimer l'impact que pourrait avoir cette crise sanitaire sur le marché immobilier au Luxembourg.

Crédits immobiliers consentis aux ménages résidents pour des immeubles situés au Luxembourg (millions d'euros)



## 4. FINANCES PUBLIQUES

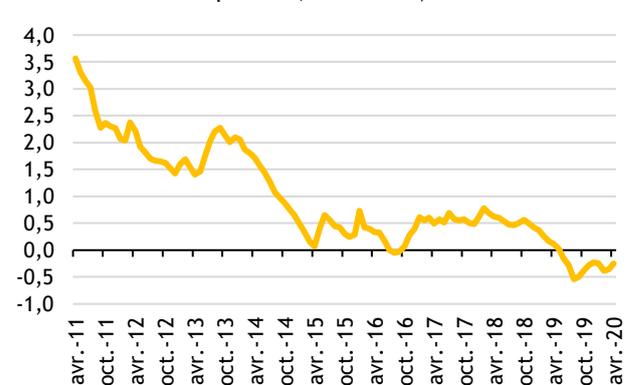
### Rendement des emprunts publics

Avril 2020

Source : [BCL](#)

- Le rendement des emprunts publics luxembourgeois est resté en territoire négatif en avril 2020, pour le onzième mois consécutif.
- Le 22 avril 2020, le Ministère des Finances a annoncé avoir placé une émission obligataire de 2,5 milliards d'euros (l'équivalent de 3,9% du PIB de 2019) en deux tranches de crédit (1,5 milliard sur 5 ans et 1 milliard sur 10 ans) pour un taux moyen pondéré de -0,035%, des conditions d'emprunt toujours très favorables.

Rendement des emprunts publics luxembourgeois (valeurs moyennes de la période, % annuels)

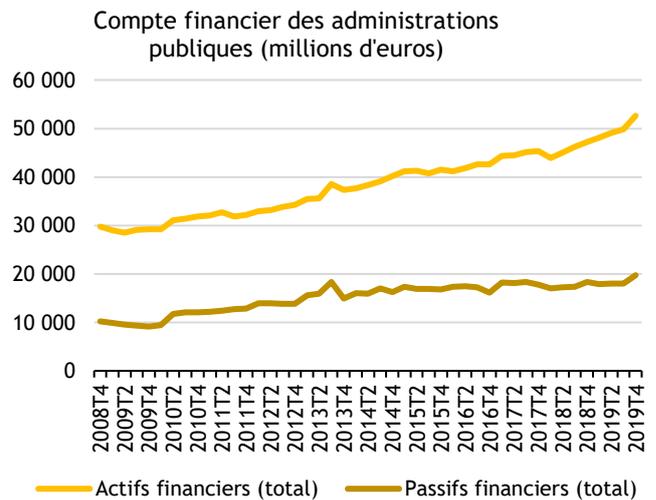


## Compte financier des administrations publiques

4<sup>ème</sup> trimestre 2019

Source : [BCL](#)

- Fin 2019, le total du passif financier des administrations publiques s'élevait à 19,7 milliards d'euros (+7,6% par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018) dont 10,4 milliards de titres de créance (+17%) et 4,1 milliards de crédits (-3%).
- Le total de l'actif était de 52,6 milliards d'euros (+8% sur un an) dont 23,7 milliards est composé d'actions et de parts de fonds (+4,7%). Les actifs financiers nets s'élevaient à 32,9 milliards d'euros (+10,2% en un an).
- Dans son Programme de Stabilité et de Croissance 2020 (PSC), le gouvernement estime que la dette publique brute des administrations publiques passera de 14 milliards d'euros en 2019 (22,1% du PIB) à 17 milliards en 2020 (28,7% du PIB).

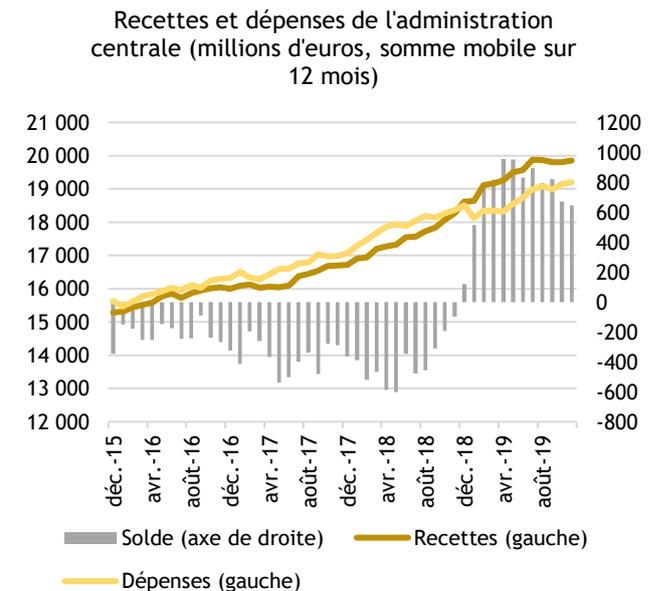


## Recettes et dépenses de l'administration centrale

Novembre 2019

Source : [Ministère des Finances](#)

- Sur les 11 premiers mois de 2019, les recettes de l'administration centrale s'élevaient à 18 milliards d'euros, soit une hausse de 7,3% par rapport à la même période en 2018. Sur la même période, les dépenses (17,8 milliards d'euros) ont quant à elles progressé de 4,1%.
- Le PSC 2020 du gouvernement prévoit que le solde budgétaire (pour l'ensemble des administrations publiques) passera d'un excédent de 1,4 milliard en 2019 (2,2% du PIB) à un déficit de 5 milliards en 2020 (-8,5% du PIB).
- D'après le Ministère des finances, sur les trois premiers mois de 2020, les recettes ont diminué de 0,8% et les dépenses ont augmenté de 19,4% en comparaison à la même période en 2019.



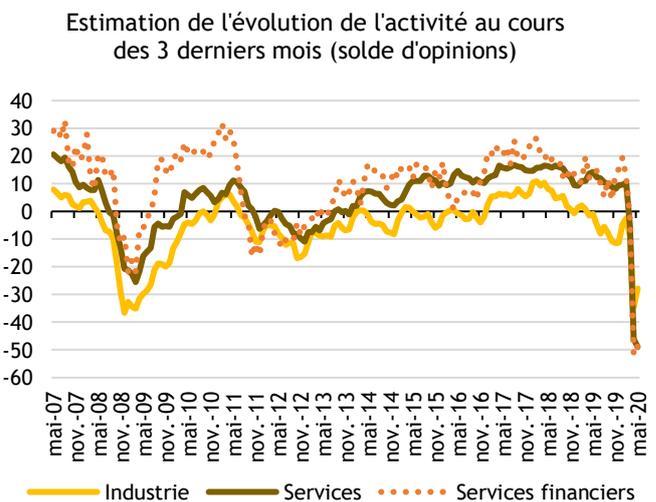
## 5. ENVIRONNEMENT EUROPÉEN - GRANDE REGION

### Activité dans la zone euro (industrie, services et services financiers)

Mai 2020

Source : [Commission européenne \(industrie, services, services financiers\)](#)

- L'enquête de conjoncture de mai fait état de soldes d'opinions très négatifs pour l'industrie (-27,8%), les services (-48,9%) et les services financiers (-48,6%). Ces niveaux n'ont jamais été atteints auparavant, même au plus fort de la crise financière de 2008.
- Pour l'industrie, l'indicateur se redresse toutefois durant le mois de mai, en raison d'un regain d'optimisme du côté de la production anticipée pour les trois prochains mois.
- Pour les services et services financiers, l'amélioration attendue des perspectives ne parvient toutefois pas à changer sensiblement le solde d'opinions.

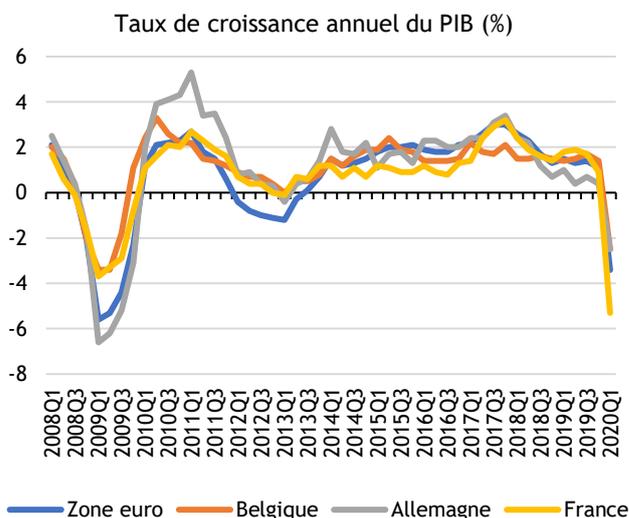


## Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France

1<sup>er</sup> trimestre 2020

Source : [Eurostat](#)

- Selon Eurostat, le PIB de la zone euro s'est contracté de 3,7% au premier trimestre de l'année 2020, ce qui correspond à une variation annuelle de -3,4%.
- La baisse du PIB a été particulièrement prononcée pour la France (-5,3% sur un an) alors qu'elle a été plus atténuée pour la Belgique et l'Allemagne (-2,5% sur un an).
- Pour l'année 2020, la Commission européenne prévoit une récession de 7,7% dans la zone euro (-7,2% en Belgique, -6,5% en Allemagne et -8,2% en France) et une croissance de 6% en 2021.

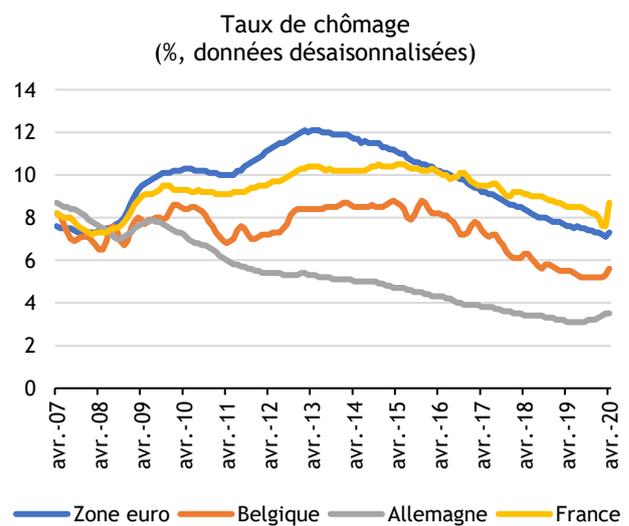


## Chômage dans la zone euro, en Allemagne, Belgique et France

Avril 2020

Source : [Eurostat](#)

- Le ralentissement économique dû à la pandémie de COVID-19 a participé à faire progresser le taux de chômage dans la zone euro de +0,2% par rapport au mois précédent. Celui-ci se stabilise désormais aux alentours de 7,3% mais reste inférieur au niveau atteint un an plus tôt (7,6%).
- Il existe toutefois un certain décalage entre les données des taux de chômage et les fortes hausses du nombre de demandeurs d'emploi enregistrées depuis mars en Europe. Une des explications pourrait être que certains demandeurs d'emploi ne pourraient pas satisfaire certains critères du BIT en raison du confinement (disponibilité, ...).



## Demandeurs d'emploi dans la Grande Région

Avril 2020

Sources : [ONEM](#), [Pôle Emploi](#), [Arbeitsagentur](#), [STATEC](#).

- En avril, 528.162 demandeurs d'emploi étaient inscrits dans les différentes administrations de l'emploi de la Grande Région, soit une hausse de 16,5% par rapport à avril 2019.
- Il s'agit d'une hausse historique du nombre de demandeurs d'emplois disponibles pour la Grande Région.
- Toutes les régions sont concernées par l'augmentation du chômage. C'est au Luxembourg qu'elle est la plus importante (+31,1%). Elle est également très sensible en Lorraine (+26,2%), en Rhénanie-Palatinat (+22,2%) et en Sarre (+19,7%).
- Elle reste plus mesurée en Wallonie (+6,6%).

